

# L'Égalité

Directeur : Eug. GUILLAUME

BUREAUX : ROUBAIX : T. 641

45, Rue de la Gare, 45

TOURCOING : T. 6-22

2 Place de l'Hôtel-de-Villa, 2

La plus forte vente de la région

## LA MISÈRE ÉCONOMIQUE DE LA RICHE ANGLETERRE



L'Angleterre est un pays riche. La maîtresse ordonnance de sa vieille organisation politique est impressionnante.

Mais c'est dans ce pays que, l'Etat est obligé d'entretenir un million et demi de chômeurs et qu'un conflit économique formidable a éclaté.

Et ce n'est pas surprenant. L'Angleterre vivait jusqu'ici, grâce à une sorte de respiration artificielle... Elle payait les propriétaires de mines qui exportaient à perte leur charbon ; elle achetait des tissus en France pour les revendre avec bénéfice...

L'Angleterre étouffe dans sa ceinture en or. On dit que notre franc est dévalorisé. On devrait dire que la livre-sterling comme le dollar, est une monnaie surévaluée.

La guerre qui a ralenti la production mondiale dans le monde pendant quatre ans, qui a tué quatre millions et demi de producteurs, qui a détruit des usines, des champs, désorganisé l'Europe, a rompu l'équilibre économique sans lequel rien ne peut prospérer.

Le défaut capital des hommes politiques de tous les pays, c'est de n'avoir pas compris cette vérité si simple. Il fallait des années et des années de travail, en pleine sécurité, pour réparer les immenses déchirures faites par la guerre dans la toile d'araignée du labeur humain.

En France et en Allemagne, la nécessité urgente de reconstruire les forces vives du pays a incité à reprendre,

sans relâche, l'outil et le soc. Encore, les opérations politiques de la Ruhr, de la querelle germano-polonaise, et quelques autres, ont-elles entravé cette remise en route de l'activité productrice.

En Angleterre, on a spéculé sur la monnaie richissime et l'on a eu l'illusion que la victoire de tel ou tel parti politique écarterait les difficultés économiques. En Italie, même illusion. Sur la crise industrielle et agricole on a appliqué d'abord la venouze communiste, puis l'empilage fasciste, mais les embarras économiques sont toujours là, sous le cataplasme inopérant. En Russie, la transformation des apparences politiques n'a pas davantage résolu le problème et rien n'a changé, si ce n'est en pis, dans le désastre de la sous-production et du malthusianisme agraire.

Le conflit anglais prouve qu'une réforme générale du système économique peut seule modifier un état de choses auquel ministères, parlement, partis politiques, sont impuissants à rien changer.

Quelles solutions peuvent-être apportées, sans leur conseil et leur appui, aux problèmes du travail, de la vie chère ou de l'assainissement financier dont l'existence nationale dépend ?

Quelle part ont-elles dans la discussion et le règlement des réalités économiques qui, de bien loin, l'emportent aujourd'hui sur les abstractions politiques ?

Quelles solutions peuvent-être apportées, sans leur conseil et leur appui, aux problèmes du travail, de la vie chère ou de l'assainissement financier dont l'existence nationale dépend ?

Eug. GUILLAUME.

## La situation s'aggrave en Angleterre

### Les chauffeurs de taxis de Londres se sont joints aux grévistes des transports et un mouvement se dessine dans les P. T. T.

Le troisième jour de grève générale apporte une aggravation de la situation en ce qui concerne les moyens de transport, par suite de la grève de la majorité des taxis volés mercredi à minuit. Par contre, le service des métropolitains s'est sensiblement amélioré ; les omnibus sont maintenus par les autocars publics et certains omnibus sont accompagnés par la police.

Ce même communiqué prétend que les volontaires se présentent en foule, qu'on fait appel à un plus grand nombre encore et que la nation reste calme et à pleine confiance. On craint, d'autre part, qu'un mouvement

chô de la viande a fait une distribution de viande, qui a été transportée en automobile sans incident. Le train de Paris via Douvres est parti à 11 h. 30. Le service des trains électriques de la Compagnie Southern-Railway s'est amélioré, surtout en banlieue. Le Conseil général des Trade-Unions publie,



EN HAUT : A gauche, la porte de Londres sur la Tamise avec ses bâteaux pontons, bûtes, grues, réduite à l'immobilité ; A droite, un quartier de Londres habituellement très animé, encombré actuellement par les autos assurant les transports. — AU MILIEU : Sir W. Jamison Nicke, Ministre de l'Intérieur. — EN BAS : A gauche, une locomobile servant au transport des habitants de la banlieue ; A droite, l'édition de grève du « Times », Le Réveil mettra en comparaison avec le format réduit du journal.

que publie le Gouvernement contient, outre un message du premier ministre, un communiqué officiel constatant qu'une partie importante des affaires du pays est arrêtée. Toutes les classes ont à supporter un accroissement des pertes et d'embarras. Les services de lumière et d'énergie électrique continuent à pourvoir de façon à peu près normale aux besoins de la population.

se dessine dans les P.T.T. et qu'une extension de la grève dans ces services est, dans la mesure des choses, possible.

## La hausse des changes n'est que passagère

### M. Raoul Péret annonce, en outre, que des mesures vont être prises d'urgence

Jeu, au cours du Conseil de Cabinet tenu sous la présidence de M. Briand, M. Raoul Péret, ministre des finances, a fait un exposé de la situation financière, de la question des changes et des causes de la hausse des devises.

Le Conseil a décidé un ensemble de mesures qui vont être prises d'urgence et seront de nature à modifier la situation actuelle. A l'issue du Conseil, M. Raoul Péret a fait aux journalistes les déclarations suivantes : « De l'avis unanime, la hausse des devises anglo-saxonnes est due à l'influence des placements étrangers. Il est indiscutable que les banques britanniques cherchent à se procurer le plus gros chiffre possible de livres sterling et de dollars pour faire des opérations de change de la grève générale. Ce n'est donc pas à la situation intérieure de notre pays que peut être attribué ce mouvement. »

Une conférence secrète chez le ministre. Dès qu'il est conféré avec ses grands chefs de service, le Ministre des Finances réunit, mercredi, dans son cabinet, le gouverneur de la Banque de France, ainsi que les deux vice-gouverneurs et les hauts fonctionnaires de la direction du mouvement général des fonds.

De la patience, du sang-froid. Au cabinet du Ministre des Finances, il a été déclaré un de nos collègues que ce serait folie d'engager nos crédits en livres et en dollars d'une façon inconsidérée et sans la certitude de briser complètement un mouvement qui, pour le moment, nous dépasse. Ce qui faut, a confié le Ministre des Finances, c'est de ne rien tenter à la légère, de regarder et d'observer, d'avoir de la patience, et surtout de garder son sang-froid.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France. Le bilan de la Banque de France publié hier fait ressortir une augmentation de 300 millions des avances à l'Etat et de 973.117.000 fr. de la circulation (inflation).

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France. Le bilan de la Banque de France publié hier fait ressortir une augmentation de 300 millions des avances à l'Etat et de 973.117.000 fr. de la circulation (inflation).

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France. Le bilan de la Banque de France publié hier fait ressortir une augmentation de 300 millions des avances à l'Etat et de 973.117.000 fr. de la circulation (inflation).

## La crise ministérielle en Belgique

### Un troisième ministre, celui des finances vient de donner sa démission

La crise ministérielle, latente depuis quelques jours en Belgique, vient de s'aggraver non par la démission de son ministre, M. Poulet, mais par la retraite, mercredi, de MM. Rolin-Jacquemyns, ministre de l'Intérieur, et Henri Carton, ministre des Colonies.

Un projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt intérieur garanti par la côte de la supertaxe, au cas sans que le taux maximum de 30 % applicable jusqu'à la fin de 1926, soit relevé au cas où les besoins de trésorerie seraient plus élevés que ceux prévus par le budget de 1926.

La livre à 156,05. Pourvuient leur mouvement de hausse, dont nous avons déjà exposé les raisons, la livre et le dollar ont, hier, pour cours de clôture, 156,05 et 22,25 contre 153,00 et 21,53, la veille ; le franc belge est passé, de son côté, de 6,92 à 6,953 et la lire italienne à son cours de clôture, jeudi, 1,284.

Le pain à 2 fr. 05 dans le Nord. Hier matin, la Commission départementale des Farines s'est réunie à la Préfecture du Nord, sous la présidence de M. F. Leroy, secrétaire général du Nord.

Pour le paiement immédiat des rentes 5 % 1915. Le Ministre des Finances communique : « En vue d'éviter tout retard dans le paiement de leurs coupures, les propriétaires de titres au porteur de rente 5 % 1915 doivent déposer aux fins de recouvrement ces titres, déduits du dernier coupon à échéance du 15 mai 1926, au Ministère des Finances (Direction de la dette inscrite, 31, rue du Bac, de 9 h. 30 à 12 heures et de 14 à 17 heures) ou aux guichets des caisses d'Etat de Trésor. »

Le pain à 2 fr. 05 dans le Nord. Hier matin, la Commission départementale des Farines s'est réunie à la Préfecture du Nord, sous la présidence de M. F. Leroy, secrétaire général du Nord.

Le journal de la semaine dernière, un bulletin officiel de nouvelles sur la grève. Le premier numéro de ce journal est daté du mercredi 4 mai. Cette publication se vend un penny. C'est un journal de huit pages, de 56 cent, sur 33 ; il paraît quotidiennement.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

Un projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt intérieur garanti par la côte de la supertaxe, au cas sans que le taux maximum de 30 % applicable jusqu'à la fin de 1926, soit relevé au cas où les besoins de trésorerie seraient plus élevés que ceux prévus par le budget de 1926.

Le Congrès national des agents des P. T. T. s'est prononcé à propos des traitements. Le Congrès national des agents des P. T. T. a voté une motion fixant ainsi les traitements :

Redacteurs et contrôleurs : 17.000 ; Inspecteurs : 27.000 ; Contrôleurs principaux : 30.000 ; Rédacteurs de classe : 19.000 ; Surveillants principaux : 15.000 ; Surveillants : 14.000 ; Dames employées et dactylographes : 12.000 ; Comptable : 14.000 ; Directeurs régionaux, de deuxième classe : 26.000 ; Sous-inspecteurs : 24.000 ; Chefs de brigade : 15.000 ; Aides : 4.500 ; 5.000 et 6.000.

On croit connaître l'assassin de Mme Regnault. L'enquête ouverte pour rechercher l'assassin de Mme Regnault se poursuit activement et semble mener sur le point d'arriver à un résultat. Les inspecteurs chargés de l'affaire croient, en effet, posséder le signalement du malfaiteur et ceci à la suite des constatations suivantes : un témoin, M. Millard, chauffeur au service de l'Assistance Publique, 74, rue Denfert-Rochereau, est venu déclarer que dans la nuit du 7 au 8 avril, il avait découvert un individu mûre de tout revêtu d'une robe et d'un pantalon, en train de monter un chauffage, rue située tout au fond du bâtiment de l'Assistance Publique. Prenant par le bras cet individu, il l'avait invité à s'asseoir sur un banc pour qu'il put constater que celui-ci était déguisé et sortant de sa poche un pistolet automatique l'avait braqué dans la direction de M. Millard, à qui il avait dit en un mauvais français : « Toi laisse-moi tranquille, tu partiras et m'en iras sans me dire. N'étais pas armé. M. Millard alla chercher du secours, mais le revolver était parti d'une main et avait servi de contact les lieux, avait disparu. »

On croit connaître l'assassin de Mme Regnault. L'enquête ouverte pour rechercher l'assassin de Mme Regnault se poursuit activement et semble mener sur le point d'arriver à un résultat. Les inspecteurs chargés de l'affaire croient, en effet, posséder le signalement du malfaiteur et ceci à la suite des constatations suivantes : un témoin, M. Millard, chauffeur au service de l'Assistance Publique, 74, rue Denfert-Rochereau, est venu déclarer que dans la nuit du 7 au 8 avril, il avait découvert un individu mûre de tout revêtu d'une robe et d'un pantalon, en train de monter un chauffage, rue située tout au fond du bâtiment de l'Assistance Publique. Prenant par le bras cet individu, il l'avait invité à s'asseoir sur un banc pour qu'il put constater que celui-ci était déguisé et sortant de sa poche un pistolet automatique l'avait braqué dans la direction de M. Millard, à qui il avait dit en un mauvais français : « Toi laisse-moi tranquille, tu partiras et m'en iras sans me dire. N'étais pas armé. M. Millard alla chercher du secours, mais le revolver était parti d'une main et avait servi de contact les lieux, avait disparu. »

On croit connaître l'assassin de Mme Regnault. L'enquête ouverte pour rechercher l'assassin de Mme Regnault se poursuit activement et semble mener sur le point d'arriver à un résultat. Les inspecteurs chargés de l'affaire croient, en effet, posséder le signalement du malfaiteur et ceci à la suite des constatations suivantes : un témoin, M. Millard, chauffeur au service de l'Assistance Publique, 74, rue Denfert-Rochereau, est venu déclarer que dans la nuit du 7 au 8 avril, il avait découvert un individu mûre de tout revêtu d'une robe et d'un pantalon, en train de monter un chauffage, rue située tout au fond du bâtiment de l'Assistance Publique. Prenant par le bras cet individu, il l'avait invité à s'asseoir sur un banc pour qu'il put constater que celui-ci était déguisé et sortant de sa poche un pistolet automatique l'avait braqué dans la direction de M. Millard, à qui il avait dit en un mauvais français : « Toi laisse-moi tranquille, tu partiras et m'en iras sans me dire. N'étais pas armé. M. Millard alla chercher du secours, mais le revolver était parti d'une main et avait servi de contact les lieux, avait disparu. »

On croit connaître l'assassin de Mme Regnault. L'enquête ouverte pour rechercher l'assassin de Mme Regnault se poursuit activement et semble mener sur le point d'arriver à un résultat. Les inspecteurs chargés de l'affaire croient, en effet, posséder le signalement du malfaiteur et ceci à la suite des constatations suivantes : un témoin, M. Millard, chauffeur au service de l'Assistance Publique, 74, rue Denfert-Rochereau, est venu déclarer que dans la nuit du 7 au 8 avril, il avait découvert un individu mûre de tout revêtu d'une robe et d'un pantalon, en train de monter un chauffage, rue située tout au fond du bâtiment de l'Assistance Publique. Prenant par le bras cet individu, il l'avait invité à s'asseoir sur un banc pour qu'il put constater que celui-ci était déguisé et sortant de sa poche un pistolet automatique l'avait braqué dans la direction de M. Millard, à qui il avait dit en un mauvais français : « Toi laisse-moi tranquille, tu partiras et m'en iras sans me dire. N'étais pas armé. M. Millard alla chercher du secours, mais le revolver était parti d'une main et avait servi de contact les lieux, avait disparu. »

On croit connaître l'assassin de Mme Regnault. L'enquête ouverte pour rechercher l'assassin de Mme Regnault se poursuit activement et semble mener sur le point d'arriver à un résultat. Les inspecteurs chargés de l'affaire croient, en effet, posséder le signalement du malfaiteur et ceci à la suite des constatations suivantes : un témoin, M. Millard, chauffeur au service de l'Assistance Publique, 74, rue Denfert-Rochereau, est venu déclarer que dans la nuit du 7 au 8 avril, il avait découvert un individu mûre de tout revêtu d'une robe et d'un pantalon, en train de monter un chauffage, rue située tout au fond du bâtiment de l'Assistance Publique. Prenant par le bras cet individu, il l'avait invité à s'asseoir sur un banc pour qu'il put constater que celui-ci était déguisé et sortant de sa poche un pistolet automatique l'avait braqué dans la direction de M. Millard, à qui il avait dit en un mauvais français : « Toi laisse-moi tranquille, tu partiras et m'en iras sans me dire. N'étais pas armé. M. Millard alla chercher du secours, mais le revolver était parti d'une main et avait servi de contact les lieux, avait disparu. »

On croit connaître l'assassin de Mme Regnault. L'enquête ouverte pour rechercher l'assassin de Mme Regnault se poursuit activement et semble mener sur le point d'arriver à un résultat. Les inspecteurs chargés de l'affaire croient, en effet, posséder le signalement du malfaiteur et ceci à la suite des constatations suivantes : un témoin, M. Millard, chauffeur au service de l'Assistance Publique, 74, rue Denfert-Rochereau, est venu déclarer que dans la nuit du 7 au 8 avril, il avait découvert un individu mûre de tout revêtu d'une robe et d'un pantalon, en train de monter un chauffage, rue située tout au fond du bâtiment de l'Assistance Publique. Prenant par le bras cet individu, il l'avait invité à s'asseoir sur un banc pour qu'il put constater que celui-ci était déguisé et sortant de sa poche un pistolet automatique l'avait braqué dans la direction de M. Millard, à qui il avait dit en un mauvais français : « Toi laisse-moi tranquille, tu partiras et m'en iras sans me dire. N'étais pas armé. M. Millard alla chercher du secours, mais le revolver était parti d'une main et avait servi de contact les lieux, avait disparu. »

On croit connaître l'assassin de Mme Regnault. L'enquête ouverte pour rechercher l'assassin de Mme Regnault se poursuit activement et semble mener sur le point d'arriver à un résultat. Les inspecteurs chargés de l'affaire croient, en effet, posséder le signalement du malfaiteur et ceci à la suite des constatations suivantes : un témoin, M. Millard, chauffeur au service de l'Assistance Publique, 74, rue Denfert-Rochereau, est venu déclarer que dans la nuit du 7 au 8 avril, il avait découvert un individu mûre de tout revêtu d'une robe et d'un pantalon, en train de monter un chauffage, rue située tout au fond du bâtiment de l'Assistance Publique. Prenant par le bras cet individu, il l'avait invité à s'asseoir sur un banc pour qu'il put constater que celui-ci était déguisé et sortant de sa poche un pistolet automatique l'avait braqué dans la direction de M. Millard, à qui il avait dit en un mauvais français : « Toi laisse-moi tranquille, tu partiras et m'en iras sans me dire. N'étais pas armé. M. Millard alla chercher du secours, mais le revolver était parti d'une main et avait servi de contact les lieux, avait disparu. »

On croit connaître l'assassin de Mme Regnault. L'enquête ouverte pour rechercher l'assassin de Mme Regnault se poursuit activement et semble mener sur le point d'arriver à un résultat. Les inspecteurs chargés de l'affaire croient, en effet, posséder le signalement du malfaiteur et ceci à la suite des constatations suivantes : un témoin, M. Millard, chauffeur au service de l'Assistance Publique, 74, rue Denfert-Rochereau, est venu déclarer que dans la nuit du 7 au 8 avril, il avait découvert un individu mûre de tout revêtu d'une robe et d'un pantalon, en train de monter un chauffage, rue située tout au fond du bâtiment de l'Assistance Publique. Prenant par le bras cet individu, il l'avait invité à s'asseoir sur un banc pour qu'il put constater que celui-ci était déguisé et sortant de sa poche un pistolet automatique l'avait braqué dans la direction de M. Millard, à qui il avait dit en un mauvais français : « Toi laisse-moi tranquille, tu partiras et m'en iras sans me dire. N'étais pas armé. M. Millard alla chercher du secours, mais le revolver était parti d'une main et avait servi de contact les lieux, avait disparu. »

## La guerre dans le Rif va recommencer

### La rupture des pourparlers d'Oudja est officielle

Jeu, à 9 h. 30, Azerkane, délégué d'Abd el Krin, est arrivé au consulat à Oudja, où il a été introduit auprès du général Simon et de M. Lopez-Oliván. C'est seulement après cette entrevue officieuse que devait se tenir la séance de la conférence au cours de laquelle la délégation rifaine devait faire connaître officiellement sa réponse à la mise en demeure franco-espagnole du 1er mai.

Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La guerre nous a coûté 1 milliard en six mois. Au cours d'une interview, M. Charles Dumont, rapporteur de la Commission des finances du Sénat, a déclaré que pendant la dernière année de la guerre, nous avons dépensé 1 milliard en six mois.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

La dernière entrevue. Le communiqué officiel, publié hier à Oudja, a déclaré que tout espoir de règlement de la question du Rif avait été abandonné.

## Pour sauver le Franc

### NOTRE SOUSCRIPTION pour la Contribution volontaire

### L'opinion de M. René Cassin, président d'honneur de l'Union fédérale des Associations de Mutilés

« Que pensez-vous de la Contribution volontaire ? — A cette question que nous lui avons posée à la Faculté de Droit de Lille, où trois fois par semaine, il vient faire son cours, M. René Cassin, membre du Comité National de la contribution volontaire et président d'honneur de l'Union Fédérale des Associations de Mutilés, Réformés, et Victimes de la guerre, nous a répondu :

« La Contribution Volontaire peut donner des résultats matériels et moraux intéressants, si la masse des citoyens à une idée claire du but à atteindre, des moyens à employer et sent une ferme volonté de réalisation chez les hommes responsables. »

« Le but tout d'abord ! La contribution nationale, n'est ni une amorce dérisoire, ni une panacée capable de nous soustraire à la nécessité d'un rigoureux plan d'assainissement établi par une sorte de Comité Dawes intérieur. »

« Sous l'estime la force d'un élan populaire, exalter des espérances exagérées serait appeler des déceptions très graves. »

« Au contraire, mise à sa place véritable, la Contribution Volontaire peut avoir un rôle très utile, l'aléger des échéances de la dette à court terme (1 an à 6 ans) qui est la plus lourde pour l'Etat. Plus importants seront les versements spontanés et prochains, mieux sera assurée l'atmosphère indispensable à la stabilisation monétaire indispensable. Un sacrifice effectif et fait en temps voulu par chacun, suivant ses facultés, aura un rendement plus efficace que des sacrifices plus importants, mais tardifs. L'argent doit souffrir partout où il est. »

« Le meilleur, à mon avis, est de dire la vérité au peuple français et de donner aux bons citoyens prêts à souscrire, la forme assurance qu'ils ne seront pas « des autres », victimes d'un beau geste.



M. René CASSIN, Président d'honneur de l'Union fédérale des Associations de Mutilés, Réformés et Victimes de la guerre.

« Mais c'est surtout à la génération qui a l'autorité politique et la puissance économique de donner l'exemple. Durant la guerre, la génération des Combattants et des Mutilés a été au premier rang pour barrer la route à l'invasion ou délier les régions occupées. A l'heure actuelle, il faut qu'on le sache et qu'on le dise, elle a seulement envoyé quelques avant-coureurs pour monter la route à suivre ! Mais ses masses profondes se tiennent en réserve. Elles attendent pour donner de nouveau la mesure de leur ardent dévouement à la chose publique, d'avoir vu à l'œuvre les hommes qui ont la direction des différentes branches de l'activité nationale. Comme les « poilus » jadis, quoique d'une manière différente, ceux-ci ont maintenant la responsabilité du salut du pays. Ils sont les chefs, à eux de payer d'exemple. »

Voir en 2<sup>e</sup> page : Les premières listes et le Bulletin de souscription

EN DEUXIEME PAGE. — Le groupe interparlementaire des R. L. s'élève contre les exigences du fisc.

EN QUATRIEME PAGE. — Pourquoi la Banque Petyt, de Dunkerque a-t-elle déposé son bilan ?

— La « Réveil du Nord »